



Asociación Pro Derechos
Humanos de Andalucía
Sede andaluza

C/ Blanco White nº5. ACC.A
cp. 41018 Sevilla
Telefono: 954 536 270 Fax: 954 534 086
email: andalucia@apdha.org

21 Mars

Contre le racisme et la discrimination

Le prochain 21 mars l'on fête le Jour International pour l'Élimination de la Discrimination Raciale, proclamé par l'ONU en 1966. Ce jour, le 21 mars 1960, la police a ouvert le feu et a tué 69 personnes lors d'une manifestation pacifique contre les lois de déni de l'apartheid qui se réalisaient à Sharpeville, en Afrique du Sud.

Si les sentiments toujours exécrables et les attitudes racistes s'accompagnent de pratiques ou même de violences racistes, la société elle-même est dénigrée. Non seulement ils signifient une violation grave de la dignité des personnes, mais supposent aussi un grave danger pour la coexistence et la paix. Et non seulement ils signifient un danger au niveau national, mais aussi une menace pour la paix et la sécurité internationale.

Depuis l'APDHA nous observons avec préoccupation les enquêtes qui nous parlent de la croissance des attitudes et comportements xénophobes et racistes au sein de notre société. Et qui ont regrettamment une importante incidence sur les jeunes.

L'Enquête Scolaire sur les Attitudes face à l'Immigration et au Changement de Valeurs dévoile que le rejet qu'expriment les nouvelles générations par rapport à d'autres races est encore élevé. Et ceux qui en souffrent le plus sont les marocains et les gitans. Pour sa part le Réseau ENAR a signalé que l'intolérance en Espagne croît à l'occasion de la crise sociale et économique que nous vivons et que ce seront les secteurs les plus vulnérables qui en souffriront dans une plus grande mesure.

L'Institut de la Jeunesse pour sa part, dans l'Enquête *Les Jeunes et l'Immigration 2008*, détecte qu'il y a une majorité qui croit qu'il y a trop d'immigrés dans notre pays et que le principal inconvénient lié à l'immigration était qu'« ils nous enlevaient les postes de travail »

Il est vrai que, comme l'indiquent toutes les recherches, les attitudes positives à l'égard des immigrés ne manquent pas: une bonne partie de la société a considéré positive la présence d'immigrés et ne les associait pas nécessairement avec la délinquance. De telle sorte que l'Espagne est l'un des pays qui présente le niveau plus faible de xénophobie.

Mais avec cela, durant ces années, la discrimination a continué de manière plus quotidienne dans la vie journalière, au travail, dans les relations, dans l'accès aux

ressources sociales. Spécialement dans certaines zones géographiques avec une vaste présence d'immigrés ou de personnes gitanes.

Et il est chaque fois plus clair que la crise sociale et économique peut faire germer les conflits. Nous sommes tous conscients que la crise nous conduit à des situations compliquées pour l'inclusion et l'articulation sociale. Et c'est ici où peuvent se produire de nouveaux et plus grands problèmes.

D'abord par les politiques de discrimination envers les immigrés, comme celles de *préférence nationale* pour les postes de travail. Deuxièmement parce que des réactions xénophobes ne sont absolument pas à exclure face à la *compétence de travail* des immigrés. Une réalité aggravée par la discrimination ajoutée des plus bas salaires.

Ainsi aux peurs culturelles qui sont associés aux croissances du racisme (le célèbre débat sur les contrats d'intégration n'est qu'échantillon de cela), ou à une visualisation de concurrence par de faibles ressources sociales (santé, salles à manger scolaires...), s'ajoute maintenant, de nouveau, l'idée que « *ce sont eux qui nous enlèvent les postes de travail* ».

Si les choses évoluent en ce sens, ce qui n'est pas du tout à exclure, se produira une situation sociale compliquée où les réactions xénophobes seront son plus grand danger.

Le problème c'est qu'en Espagne, les politiques de contrôle de l'immigration priment de manière absolue sur celles d'intégration et de cohésion sociale. Il n'y a pas une action politique finie et effective contre le racisme, et la lutte contre la discrimination ne dépasse à peine l'approche théorique. Tandis que l'on destine des fonds pour des programmes d'intégration, le discours politique est surveillé ou ouvertement raciste ou xénophobe. Et nombre des mesures prises durant cette dernière année nourrissent précisément la sensation selon laquelle la solution à la crise passe par le contrôle des immigrés et par la diminution de son incidence sur notre pays.

Nous voyons ainsi avec une préoccupation particulière la continuité de la *préférence nationale*, le décret de *retour volontaire*, les difficultés pour le *regroupement familial*, le fait de chiffrer le *nombre de détentions* d'immigrés dans certaines localités, le fameux projet de réforme de la *Loi d'Immigration*, la réduction des fonds pour le *plan de nivelage*... Ce sont des politiques qui ratifient le traitement inégal et pour cette raison, avec le discours pratiqué par le gouvernement et d'autres administrations, ou depuis l'opposition, elles ne peuvent que nourrir la discrimination, le rejet, la généralisation de la xénophobie et les sentiments racistes dans notre pays.

Si la discrimination prend la forme de *lettre naturelle* (et cela sera très difficile à résister depuis la société civile) nous serons consacrés à la formation de minorités présentant de forts risques d'exclusion sévère, ce qui orné de raisons ethniques peut suffisamment altérer le processus qui, malgré tout, fonctionnait sans grave altération pour la cohésion sociale. Et qui aura d'importantes conséquences pour la coexistence, même du point de vue des prochaines générations qui appellent déjà à la porte.

Depuis l'APDHA, lors du Jour contre le Racisme, nous ne pouvons que réclamer une politique d'intégration qui ne soit pas un simple extincteur mais qu'elle implique une lutte efficace contre le racisme et la discrimination.

Mais cela ne sera possible que depuis la prise en considération des immigrés, ou des personnes gitanes par exemple, comme faisant part de notre société à tous les effets, avec toutes les obligations, mais aussi avec tous les droits. L'inégalité sociale et juridique, et davantage en des temps de crise, produit des ruptures sociales et des phénomènes racistes.

Cela ne sera pas possible depuis l'abîme entre les intentions déclarées et les politiques ou les discours avec des teintes racistes qui sont maintes fois mis en pratique par le gouvernement et d'autres administrations, ou certains partis politiques.

En somme, sans égalité et sans la reconnaissance pleine des droits de citoyenneté (civils et politiques, sociaux et économiques et culturels) à toutes les personnes de notre société sans discrimination pour raisons d'ethnie, race ou origine nationale il n'y a pas d'intégration et il est impossible d'encercler le racisme et de construire une coexistence en paix.

Andalousie 21 mars 2009